

Déclaration liminaire CTL du 21/11/2022

Monsieur le Président,

Nous siégeons aujourd'hui dans ce qui sera le dernier CTL de la DRFiP Paris de cette mandature, avant que le CSAL se mette en place suite au prochain scrutin, et le remplace dans ses prérogatives.

Solidaires Finances Publiques rappelle son implication et souligne combien nous avons pris au sérieux les débats.

Nous n'avons en effet pas ménagé nos efforts pour représenter les personnels qui nous ont confié un mandat en décembre 2018.

Nous avons parfois eu recours au boycott dans le but d'envoyer un signal fort quant à la détérioration du dialogue social à la DRFiP Paris, afin de signifier notre opposition quant à l'évolution du rôle que vous assignez à cette instance en tentant le plus souvent de la réduire à une simple chambre d'enregistrement.

Les combats nécessaires et légitimes n'auront pas manqué et nous nous sommes efforcés, avec nos partenaires des autres organisations syndicales, de contribuer à construire, à alimenter la mobilisation et à entretenir la combativité particulière des agent-e-s parisien-nes contre la destruction de notre administration, de son réseau de proximité ; contre la suppression de nos emplois et contre les attaques sur nos missions.

Nous refusons encore et toujours la casse de notre service public et continuerons à revendiquer une DGFIP humaine et technicienne, dont l'utilité sociale est reconnue ; une DGFIP attachée à œuvrer pour l'intérêt général.

Tout au long de ces années, nous avons largement participé à cette instance, parfois en étant la seule organisation syndicale présente.

Pour nous, il aura constamment s'agit de siéger pour ne pas vous laisser tranquillement dérouler des projets auxquels nous sommes farouchement hostiles (comme c'est le cas tout particulièrement avec le NRP), pour vous témoigner l'opposition et les inquiétudes des collègues.

Nous nous sommes toujours efforcé-es de vous démontrer combien les fusions, déménagements et restructurations évoquées se faisaient à marche forcée sans la moindre préoccupation pour la qualité du service rendu à l'usager-e et au mépris des véritables attentes des collègues qui voient leurs conditions de travail dégradées (allongement des temps de trajet domicile-travail, disparition de la restauration collective sur des secteurs géographiques importants, densification des espaces de travail, destruction des archives ...)

En effet, nous considérons qu'il est utile de relayer les analyses des personnels et de vous faire entendre leurs questionnements et leurs attentes.

Nous considérons qu'il est utile de vous rappeler ce qu'est « la vraie vie » des services quand vous vous engagez dans des usines à gaz ou que vous déclinez avec zèle des commandes technocratiques.

Nous considérons qu'il est nécessaire de ne pas vous laisser déployer vos projets

- sans vous laisser les présenter parés d'une sémantique qui en transfigure la réalité ou qui minimise les dégâts de vos destructurations incessantes,
- sans vous interpeller de manière argumentée sur chacun des dossiers
- sans vous démontrer combien vous mettez à mal nos implantations et le service public rendu
- et sans vous alerter de la souffrance des agent-es qui ne sont plus en mesure d'assumer la charge de travail croissante sous laquelle vous les faites crouler tout en continuant à supprimer ou à délocaliser par ailleurs leurs emplois.

Chaque fois qu'une demande des collègues que nous vous relayons se trouve satisfaite (même si vous ne les entendez malheureusement qu'à la marge) nous renforçons l'idée que nous faisons « mandat utile ».

Nous considérons que rendre compte et informer les agent-e-s, comme nous l'avons fait systématiquement de manière détaillée, est nécessaire pour que chacun-e puisse savoir et se faire un point de vue éclairé et défendre ses intérêts collectifs et individuels.

Nous pensons, loin des pseudo-modernes qui méprisent les contre-pouvoirs et le dialogue social, que le syndicalisme démontre au contraire toute son utilité et qu'il est même, véritablement indispensable.

En ces temps où l'approche « Jupitérienne » du pouvoir cause les dégâts que nous connaissons, Solidaires Finances Publiques tient à rappeler l'importance de respecter pleinement la parole des acteurs que nous sommes.

Le moment que nous vivons est celui de tous les dangers avec une crise démocratique, sociale et écologique sans précédent, avec une extrême droite aux aguets pour instrumentaliser et tirer profit des colères.

Dès lors partout, et donc également à la DGFIP, il conviendrait d'écouter les acteurs de terrains, d'entendre les aspirations collectives et de tenir compte des attentes et revendications exprimées.

Ce propos liminaire sera donc, une fois n'est pas coutume, l'expression de notre fierté, celle d'être des militant-e-s, des agent-e-s engagé-e-s qui gardent au cœur l'utopie nécessaire

- pour vouloir changer le monde.
- pour vouloir plus modestement améliorer le quotidien des personnels,
- pour vouloir préserver et renforcer notre administration au service de tous les territoires et au bénéfice de toutes et tous.

Cet espoir est celui des militant-e-s que nous sommes ici, mais aussi celui de toutes les équipes qui contribuent à faire vivre le syndicalisme au quotidien.

Cette énergie que nous déployons n'a qu'un seul objectif, celui d'être utiles pour les agent-e-s, nos missions, nos structures, nos conditions de travail, mais aussi pour les populations et dans l'intérêt général.

Quel que soit le résultat des prochaines élections professionnelles, et nous faisons ici le souhait d'une forte participation, nous aborderons la prochaine instance, le CSAL, avec les mêmes motivations et la même détermination.

Concernant plus précisément le sujet à l'ordre du jour, qui concerne le SFACT Ville de Paris, nous développerons au cours de cette séance plus en détails nos craintes quant aux restructurations d'un service qui trahit une atteinte désormais consommée au principe démocratique de la séparation ordonnateur / comptable.

Nous vous ferons part de nos inquiétudes quant aux évolutions qui tendent à nier sur ce service hybride, le rôle et la mission de chacun.

Nous ne pouvons que redouter que ces évolutions se fassent au détriment des contrôles et du sens de nos missions.